

DÉPART DE BEN ALI

Les partis politiques réagissent

Les événements qui ont secoué la Tunisie notamment ces dernières vingt-quatre heures, après le départ du président Ben Ali, n'ont pas laissé indifférente la classe politique. FNA, RND, FFS, MSP, ont tous réagi à cet événement. Ces partis politiques, tout en exprimant leur soutien au peuple tunisien et en reconnaissant son courage, interpellent les gouvernements arabes à en tirer des leçons pour l'avenir.

**MOUSSA TOUATI (FNA) :
«C'est un avertissement
pour tous les pays
arabes et africains»**



Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, réagissant au départ de Ben Ali, a déclaré que ce qui vient de se produire en Tunisie est un avertissement pour les autres pays arabes et africains. Puisque, selon lui, ce qui vient de se produire en Tunisie aura inévitablement des répercussions sur l'ensemble de ces pays.

D'autant que, dira-t-il, dans les pays arabes et africains, ceux qui arrivent au pouvoir veulent y rester à vie. Pour y parvenir, dira M. Touati, ces derniers changent les lois afin d'en instaurer d'autres en leur faveur.

Le FNA estime que le peuple tunisien est pionnier d'une initiative qui aspire aux changements. L'interlocuteur a souligné que ce qui s'est passé en Tunisie prouve que lors-

qu'un peuple veut aboutir à quelque chose, rien ne peut l'arrêter. «Le peuple tunisien a atteint la maturité, il vient de démontrer qu'il connaît ses droits. Il a décidé de revoir sa situation politique et sociale et c'est ce qui a conduit à une intifadha populaire», a déclaré l'ancien candidat aux présidentielles. Et de poursuivre : «Les Tunisiens aspirent à un Etat plus démocratique qui a plus de légitimité, et qui respecte son peuple. Avec son courage, que nous saluons, ce peuple a réussi à imposer sa parole et son refus quant à un président à vie». M. Touati estime également que les autres dirigeants arabes ou africains vont se remettre en cause après que la France ait refusé de recevoir sur son sol Ben Ali et sa famille. «Certains pensent qu'ils sont soutenus par les pays occidentaux et croient qu'en cas de besoin, ils auront leur aide. Or, la France vient de prouver le contraire», a déclaré le président du FNA.

**SEDDIK CHIHAB (RND) :
«Les cris d'alarme ont été
bien saisis, maintenant il
faut agir en profondeur»**

Le vice-président de l'Assemblée populaire nationale et membre du parti du RND, Seddik Chihab, dans sa déclaration, espère que la rue arabe tire des leçons et des conclusions sur ce qui vient de se passer en Tunisie. Ces situations de protestation, estime-t-il, sont malheureusement en train de se propager à travers plusieurs pays arabes, comme c'est le cas en Jordanie et probablement en Egypte. Ces pays doivent, selon M. Chihab, tirer des leçons sur ce qui s'est

passé en Irak pour éviter de tomber dans de pareilles circonstances. «Les cris d'alarme ont été bien compris et il faut agir vite et en profondeur», a-t-il déclaré. Seddik Chihab estime que l'heure, pour la Tunisie, est à la reconstruction du pays. «Nous sommes solidaires avec le pays et le peuple tunisiens. Nous faisons confiance à l'intelligence et à la sagesse tunisienne pour traverser ce moment difficile pour dépasser vite cette crise et s'occuper de la refondation de la société tunisienne sur des bases beaucoup plus démocratique, et beaucoup plus acceptable», a-t-il conclu.

**FRONT DES FORCES
SOCIALISTES (FFS) :
«Les Algériens espèrent
que l'expérience tuni-
sienne sera méditée»**



Le Front des forces socialistes (FFS) qui a commenté dans un communiqué les derniers événements qui ont secoué la Tunisie, estime que «la victoire du peuple tunisien est la victoire de toutes les femmes et de tous les hommes épris de justice, de liberté et de démocratie dans le Maghreb».

Le FFS, qui manifeste sa solidarité avec ce peuple, se dit convaincu que «les forces du changement trouveront les ressources

nécessaires pour mener à terme le processus de démocratisation de la Tunisie, et sauront lever les obstacles qui ne manqueront pas de se dresser tout au long de la période de transition démocratique». Selon ce parti, les peuples du Maghreb éprouvent un désir fervent de changement pour accéder à la dignité, la liberté, à la démocratisation et au bonheur. En Algérie, le désir a été exprimé au lendemain de l'indépendance, selon le FFS. «Oui, aujourd'hui, les Algériennes et les Algériens savent qu'il est difficile de mener une lutte pacifique en face d'un régime violent. Ils montrent encore qu'ils sont déterminés à faire aboutir ce combat, à faire tomber ce régime et à consentir tous les sacrifices», lit-on dans le même communiqué, qui souligne que «les Algériennes et les Algériens espèrent que l'expérience tunisienne sera méditée».

**MOHAMMED
DJEMAA (MSP) :
«C'est une leçon pour
tous les systèmes
politiques arabes»**

Le secrétaire général à l'information du MSP, Mohamed Djemaa, qui s'est exprimé à travers un communiqué rendu public sur les événements en Tunisie, estime que cette «réalisation historique du peuple tunisien est une leçon pour tous les systèmes politiques arabes». Selon ce parti, les Etats arabes doivent retenir qu'avec l'existence d'une jeunesse consciente avec des aspirations légitimes à accéder à la liberté et au développement, il n'est désormais plus possible de continuer de gouverner avec des anciennes mentalités et d'anciens systèmes. Tout en soulignant que la Tunisie vit un moment historique, le MSP a exprimé tout son soutien à la lutte légitime de ce peuple. «Le droit à l'erreur n'est désormais plus toléré. Ce qui s'est passé en Tunisie doit nous interpellé sur la nécessité de l'alternance au pouvoir et de l'ouverture politique», a écrit le MSP.

Propos recueillis par Salima Akkouche

Syndicat national des professeurs et docents en sciences médicales, Syndicat national des maîtres-assistants

Encore une fois, notre pays vit des moments très difficiles qui nous montrent que 50 années après l'indépendance, l'Algérie se recherche encore. Comment se fait-il que le pays dont les investissements publics sont parmi les plus élevés au monde puisse connaître cela ? Cet énième épisode de mécontentement populaire mérite à notre sens mieux que les explications surnaturelles de notre ministre de l'Intérieur qui pense que ces troubles sont l'œuvre de petits voyous sans véritable conscience politique. Pour mémoire, les émeutes d'Octobre 88 ont été aussi qualifiées par un ambassadeur devenu ministre de la République de chahut de gamins, la suite tout le monde la connaît. Malaise général, corruption. Emeutes à répétition, jeunes et moins jeunes qui essayent de fuir le pays au péril de leurs vies, pourquoi tout cela ? C'est vrai que l'Algérie a de l'argent pour construire un million de logements et des autoroutes clés en main, malheureusement, ces dirigeants sont en panne d'idées. Après des années d'un avant toute vers l'économie libérale et des tentatives de privatisation tous azimuts avec les résultats désastreux que l'on sait, on assiste à une marche arrière toute avec un retour vers l'économie centralisée et une tendance au protectionnisme d'antan. Le problème, c'est que cette politique d'une chose et son contraire a été et reste menée par la même équipe installée au pouvoir depuis des décennies !!! Schizophrénie ? Non, c'est plutôt de l'incompétence et l'incapacité d'avoir une vision et une stratégie de développement globale, claire et juste. Pour ne pas être nihiliste, on dira que des réalisations ont été certes réalisées, mais

pour les axes les plus importants du programme présidentiel, c'est l'échec. La dépendance aux hydrocarbures reste totale, l'économie est encore en panne, le chômage est devenu endémique chez les jeunes, la corruption touche nos institutions les plus prestigieuses et les promesses de bonne gouvernance avec tout ce que cela sous-entend ont été complètement oubliées.

Pourquoi ce gâchis ?

La raison est qu'aucun pays ne peut se développer sans démocratie. Un pouvoir, aussi éclairé soit-il, ne peut fonctionner et être utile à son pays sans contre-pouvoir. Ce contre-pouvoir qui va titiller, contrôler, alerter, discuter des programmes qui engagent le pays est représenté par les partis de l'opposition, les élus du peuple, la société civile, les syndicats, la presse libre, etc. Ce contre-pouvoir est une manne plus importante pour le développement d'un pays que les centaines de milliards de dollars investis dans des plans quinquennaux sans lendemain. Pour l'anecdote, lors des dernières élections dans un grand pays démocratique outre Méditerranée, le parti au pouvoir avait laminé le principal parti de l'opposition. A la question posée au leader de ce parti par les journalistes de savoir ce qu'il pensait de cette victoire écrasante, il eut la réponse suivante : pour le parti que je représente, c'est une très bonne chose, mais pour mon pays, c'est une situation très dangereuse car la démocratie ne peut fonctionner sans une opposition forte. Je suis très jaloux aussi quand je vois M. Erdogan, Premier ministre turc, monter à la tribune du Parlement de son pays et réclamer plus de moyens pour l'opposition qui, à l'occa-

sion, ne se privera pas de lui mener la vie dure !!! Nos dirigeants n'ont jamais compris ou accepté cela. Les Algériens veulent le droit et la liberté de créer des syndicats, des associations, des partis politiques, ils revendiquent aussi le droit de se réunir et de manifester de manière pacifique. Les Algériens veulent l'alternance au pouvoir de manière pacifique pour que ceux qui échouent partent en laissant la place à d'autres dans le respect des règles du jeu démocratique. Aucune manifestation ou réunion publique n'est autorisée en dehors de celles de la famille révolutionnaire, de l'UGTA ou des associations satellites du pouvoir. Que M. Louh, ministre du Travail et des Affaires sociales, qui est un ancien syndicaliste nous dise combien des syndicats ou associations ont pu obtenir leurs agréments depuis qu'il est à la tête de ce département. Les Algériens veulent une télévision qui les représente et non pas une institution qui consacre une page spéciale au Soudan avec des douktours importés en occultant complètement les barricades et les fumées des bombes lacrymogènes qui pleuvaient sur la place du 1^{er}-Mai et que le directeur général de cette institution ne pouvait pas ne pas voir à travers la grande baie vitrée de son grand bureau. Que reste-t-il aux Algériens pour s'exprimer de manière pacifique et participer à la vie de la cité à part le langage des pneus brûlés et des émeutes violentes ? Et même si on ne peut que condamner les destructions et les actes de pillage, nous ne pouvons occulter que c'est la conséquence logique de ce verrouillage systématique de la vie publique et politique. Les droits humains ne se résument plus aux droits à la

santé et au travail, les libertés fondamentales en sont partie intégrante. Nous devons impérativement tirer des leçons de ce qui se passe dans notre pays. L'ouverture du champ politico-médiatique, le respect du droit syndical et associatif, une presse libre, une opposition forte et jouant pleinement son rôle sont les seuls garants pour qu'à l'avenir, les frustrations et les colères puissent être canalisées et exprimées de manière pacifique et constructives pour notre pays. Voilà ce que veulent et revendiquent les Algériens. Malheureusement, nous avons l'impression que l'autisme de nos dirigeants a encore de beaux jours devant lui. A grands renforts d'experts et de syndicats maison, on veut réduire cette énième crise à un malentendu dû à la hausse des prix de quelques denrées alimentaires de base ; funeste erreur. C'est faire insulte à l'intelligence du peuple algérien que de penser que ses enfants qui plus est seraient de petits voyous sont morts pour faire baisser le prix de l'huile et du sucre !!! Le propre de l'homme est d'oublier l'orage quand il fait beau, disait Machiavel, nos dirigeants auront-ils le courage et la sagesse de contredire cet adage en profitant de cette accalmie pour se remettre en question et redonner à notre grand pays la place qu'il mérite dans le concert des nations ?

Le peuple algérien a subi le socialisme, le libéralisme, le dirigisme, le populisme, l'islamisme avec les résultats que l'on connaît. Et si on essayait tout simplement sur lui la démocratie ?

Pr N. Djidjeli
Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires